

## 10 JOURS POUR SIGNER – CAMPAGNE 2018-2019

<p style="text-align: center;"><b>EGYPTE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>AMAL FATHY</b> Deux ans de prison pour une bloggeuse</p>	<p>Amal a partagé sur Facebook le harcèlement sexuel dont elle a été victime, <b>et a critiqué les manquements de l'Etat à l'égard des droits fondamentaux.</b> Les réseaux sociaux ont relayé sa vidéo accompagnée d'injures sexistes, en réclamant son arrestation. Elle a été condamnée à deux ans de prison pour « appartenance à un groupe terroriste »</p> <p><b>De nombreux journalistes, militants, citoyens sont ainsi condamnés suite à des messages postés sur Facebook ou Twitter</b></p> <p><b>D/AI → libération de AMAL et respect des droits fondamentaux pour tous les Egyptiens</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>IRAN</b></p> <p style="text-align: center;"><b>ATENA DAEMI</b> Atena milite pour l'abolition de la peine capitale en Iran.</p>	<p><b>Elle a critiqué sur Facebook le nombre d'exécutions dans son pays (507 en 2017) et a participé à des manifestations pacifiques contre l'exécution d'une jeune femme.</b> Arrêtée, <b>elle a été jugée en 15 minutes et condamnée à 7 ans de prison.</b> Elle a été torturée, mais poursuit son combat, elle vient d'entamer une grève de la faim.</p> <p><b>En Iran de nombreux défenseurs des DH sont comme elle emprisonnés arbitrairement.</b></p> <p><b>D/AI → libération sans condition d'Atena</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>INDE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>PAVITRI MANHJI</b> Harcelée parce qu'elle résiste à des grandes entreprises</p>	<p>Les habitants du village de Bhengari - peuple autochtone Adivisi - ont été forcés de vendre leurs terres pour y laisser construire 2 centrales électriques. Pavitri, leur cheffe élue, <b>se bat contre ces expulsions, malgré les menaces d'intimidation.</b> Ses dépôts de plainte auprès de la police restent sans suite.</p> <p><b>Depuis des dizaines d'années les Adivisi sont chassés de leurs terres,</b> et leurs droits pourtant reconnus par la loi indienne sont bafoués.</p> <p><b>D/AI → que la police fasse son travail : enquête et protection</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>VENEZUELA</b></p> <p style="text-align: center;"><b>GERALDINE CHACON</b> Persécutée pour son action auprès des jeunes</p>	<p>Jeune avocate, Géraldine dirige au Venezuela <b>une ONG qui aide les jeunes de zones marginalisées.</b> En tant que défenseure des Droits Humains <b>elle a été arrêtée en février 2018,</b> puis relâchée en juin, mais <b>elle reste en attente d'un procès.</b></p> <p><b>De nombreux militants pacifistes sont harcelés au Venezuela.</b></p> <p><b>D/AI → laisser les Défenseur-e-s des Droits Humains mener à bien leurs actions</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>MAROC</b></p> <p style="text-align: center;"><b>NAWAL BENAÏSSA</b> Harcelée parce qu'elle revendique une vie meilleure dans le Rif</p>	<p>Le Rif est <b>une région</b> au nord du Maroc, <b>très pauvre</b> car délaissée par le gouvernement. Nawal est une mère de famille <b>qui milite pour plus de justice</b> via les réseaux sociaux. Plusieurs fois arrêtée, en février 2018 elle a été condamnée pour incitation à la révolte, depuis elle subit des pressions, et a dû déménager.</p> <p><b>Nawal demande simplement le droit de se battre pour un avenir meilleur, au Maroc ils sont des centaines dans le même cas.</b></p> <p><b>D/AI → Respecter la liberté d'expression</b></p>

<p><b>AFRIQUE du SUD</b></p> <p><b>NONHLE MBUTHUMA</b> Menacée pour avoir défendu sa terre contre une compagnie minière</p>	<p>La communauté Amadiba vit dans la province du Cap sur une terre connue pour sa biodiversité.  <b>Nonhle se bat contre le projet d'extraction de titane d'une compagnie minière australienne, qui entraînerait l'expulsion de 5 000 personnes.</b>  En 2007, elle a créé une association, et mobilise médias, avocats, ONG.  Les membres du comité sont menacés, elle-même a survécu à une tentative d'assassinat, un autre membre est mort.  <b>Les crimes restent impunis.</b></p> <p><b>D/AI → respecter les droits de la communauté et garantir leur sécurité</b></p>
<p><b>UKRAINE</b></p> <p><b>VITALINA KOVAL</b> Attaquée parce qu'elle défend les droits des LGBTI</p>	<p>Vitalina réclame <b>l'égalité pour tous et toutes</b> en Ukraine.  Elle travaille dans un centre social destiné <b>aux personnes LGBTI.</b>  Au cours d'une manifestation pour les droits des femmes, le 8 mars 2018, elle a été aspergée de peinture et brûlée aux yeux : lorsqu'elle a voulu porter plainte, l'enquête a été bâclée.  <b>En Ukraine : les agressions perpétrées par des membres de l'extrême droite à l'encontre de journalistes et militants restent impunies.</b></p> <p><b>D/AI → poursuivre en justice les agresseurs</b></p>
<p><b>KHIRGHIZISTAN</b></p> <p><b>GULZAR DUISHENOVA</b> Elle se bat pour les personnes handicapées</p>	<p>Gulzar a perdu l'usage de ses jambes à la suite d'un accident de voiture en 2002 (impliquant un chauffard en état d'ivresse).  A la mort de son mari, seule pour élever ses 2 enfants, <b>elle est confrontée aux difficultés de vie quotidienne et professionnelle.</b>  Depuis <b>elle se bat pour les droits de toutes les personnes handicapées</b>, malgré la double discrimination qu'elle subit : femme et handicapée.</p> <p><b>D/AI → l'Etat doit appliquer les droits internationaux des personnes handicapées</b></p>
<p><b>BRESIL</b></p> <p><b>MARIELLE FRANCO</b> Assassinée pour avoir défendu les plus vulnérables</p>	<p>Conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle s'est engagée très jeune dans <b>la défense des Droits Humains.</b>  Elle défendait les femmes noires, les jeunes, les LGBTI, elle dénonçait les violences policières.  <b>Elle a été abattue avec son chauffeur</b> en mars 2018 (à 38 ans).  70 assassinats de défenseurs des DH en 2017 : <b>le Brésil est l'un des pays les plus meurtriers.</b></p> <p><b>D/AI → Que justice soit rendue : enquête indépendante, poursuites judiciaires et condamnations</b></p>
<p><b>KENYA</b></p> <p><b>LE PEUPLE AUTOCHTONE SENGWER</b> Expulsé avec violence de ses forêts</p>	<p>.</p> <p><b>Les Sengwer vivent depuis des siècles dans la forêt d'Embabut.</b>  Depuis 2012, sous prétexte de protéger la forêt, <b>les Sengwer sont expulsés de force par le gouvernement</b>, et se retrouvent sans abri et sans ressources.  La population subit de graves violences, en particulier les femmes et les enfants.  <b>Or les Sengwer n'ont jamais nui à l'environnement</b>, bien au contraire leur peuple entretient et protège la forêt de façon exemplaire.</p> <p><b>D/AI → retirer toutes les restrictions sur l'accès et l'occupation de cette forêt</b></p>